



**MARCHE PUBLIC A PROCEDURE ADAPTEE  
CREATION D'UN PARKING VEGETALISE D'ENVIRON 25 PLACES,  
AVEC 2 PLACES EQUIPEES D'UNE BORNE ELECTRIQUE ET UNE PLACE PMR**



## **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**Date limite de remise des offres : 25 septembre 2024 A 18H00**












**Pouvoir Adjudicateur :**

Mairie de CHARNAY

1 place du château 69480 CHARNAY EN BEAUJOLAIS    [mairie@charnay-en-beaujolais.fr](mailto:mairie@charnay-en-beaujolais.fr)

[www.charnay-en-beaujolais.fr](http://www.charnay-en-beaujolais.fr)

## POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE

	<p>Marché public de travaux</p> <p><u>Objet</u> : Création d'un parking paysager</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>Mairie de CHARNAY</p> <p>1 place du château</p> <p>69480 CHARNAY EN BEAUJOLAIS <a href="mailto:mairie@charnay-en-beaujolais.fr">mairie@charnay-en-beaujolais.fr</a></p> <p>Représenté par M. le Maire</p>
	<p>Marché passé en procédure adaptée, en application de l'article R2123-1, 1° du Code de la commande publique</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Travaux</p>
	<p>Le marché n'est pas alloti.</p>
	<p>Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres.</p>
	<p>L'offre est valable 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.</p>
	<p>L'acheteur se réserve le droit de recourir à la négociation.</p>
	<p>Visite du site est obligatoire le 12 septembre à 11h – rdv sur le parvis de la mairie</p>
	<p>Aucune variante ne sera acceptée</p>
	<p>La consultation comporte un seul lot et un groupement est autorisé</p>
	<p>Code CPV principal de la consultation : 45112500-0 - Travaux de terrassement</p>

## SOMMAIRE

---

ARTICLE 1.	DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....	4
1.1.	Objet de la consultation .....	4
1.2.	Codes CPV .....	4
1.3.	Allotissement .....	4
ARTICLE 2.	DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION .....	4
ARTICLE 3.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....	4
3.1.	Procédure de passation .....	4
3.2.	Renseignements complémentaires.....	5
3.3.	Visite obligatoire .....	5
3.4.	Négociation .....	5
ARTICLE 4.	DOSSIER DE CONSULTATION.....	5
ARTICLE 5.	MODALITÉS DE REMISE DES PLIS .....	5
ARTICLE 6.	PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE .....	6
6.1.	Dossier de candidature .....	6
6.2.	Groupements d'opérateurs économiques.....	7
6.3.	Sous-traitance .....	8
ARTICLE 7.	PRÉSENTATION DE L'OFFRE.....	8
7.1.	Dossier d'offre.....	8
7.2.	Variantes.....	8
7.3.	Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE).....	9
7.4.	Délai de validité .....	9
ARTICLE 8.	CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE .....	9
ARTICLE 9.	ATTRIBUTION DU MARCHÉ .....	10
ARTICLE 10.	LITIGES ET DIFFERENDS .....	10

## ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1.1. Objet de la consultation

La présente consultation concerne des travaux pour la création d'un parking végétalisé d'environ 25 places avec deux places équipées d'une borne électrique et une place PMR.

Le terrain d'une surface de 775m<sup>2</sup> est essentiellement composée d'une prairie et d'un bosquet de 4 arbres. Il se situe dans un secteur ABF. Le site est accessible depuis la rue Gabriel Pravieux.

Les travaux seront suivis par la mairie sans maîtrise d'œuvre.

### 1.2. Codes CPV

Le code CPV principal du marché est le suivant :

- 45112500-0 - Travaux de terrassement.

Les codes secondaires sont les suivants :

- 45112710-5 - Travaux d'aménagement paysager d'espaces verts.
- 45000000-7 Travaux de construction.

### 1.3. Allotissement

Le marché n'est pas divisé en lots. L'allotissement des prestations rendrait leur exécution trop complexe.

## ARTICLE 2. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION

La durée du marché se confond avec son délai d'exécution.

Le délai d'exécution du marché correspond au délai sur lequel le titulaire s'est engagé dans son offre.

Il comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux.

Durée totale des travaux ne devra pas excéder **5 mois** avec :

**Période de préparation : 15/11/2024 au 29/11/2024**

**Durée de travaux: du 04/12/2024 au 15/03/2025 - 5 mois**

Le délai d'exécution du marché commence à courir à compter de la date de notification du marché, cette date étant celle du démarrage de la période de préparation. Lorsque le niveau de préparation des travaux atteint est conforme aux exigences fixées dans les documents du marché, un ordre de service précise la date de démarrage de l'exécution des travaux.

## ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 3.1. Procédure de passation

Conformément à l'article R2123-1, 1° du Code de la commande publique, le marché est passé par procédure adaptée.

### 3.2. Renseignements complémentaires

Pour tous renseignements complémentaires concernant cette consultation les candidats transmettent impérativement leur demande par mail à l'adresse [mairie@charnay-en-beaujolais.fr](mailto:mairie@charnay-en-beaujolais.fr). La réponse sera adressée aux candidats par mail, et un exemplaire de la question et de la réponse sera diffusée sur le site internet de la commune, pour la bonne information de tous les candidats

### 3.3. Visite obligatoire

Le 12 septembre 2024 à 11h – Rendez-vous sur le parvis de la mairie – Informer de sa présence par mail, à la mairie de Charnay, avant le 11/09/2024.

Mail : [mairie@charnay-en-beaujolais.fr](mailto:mairie@charnay-en-beaujolais.fr)

### 3.4. Négociation

Conformément à l'article R2123-5 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage a prévu la possibilité de négocier mais se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

La négociation portera sur les éléments techniques et financiers des offres. L'acheteur procédera à l'analyse des offres des candidats sur la base des critères de sélection des offres et sélectionnera les 3 premiers candidats avec lesquels il négociera. À l'issue de ces négociations, l'acheteur retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis dans l'avis et dans le présent règlement de la consultation.

Conformément à l'article R2144-3 du Code de la commande publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats sera effectuée à tout moment de la procédure, et au plus tard, avant l'attribution du marché.

## ARTICLE 4. DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation peut être consulté et téléchargé sur le site de la mairie, à l'adresse suivante : <https://charnay-en-beaujolais.fr/vos-demarches/marches-publics-travaux/>

Il comprend les éléments suivants :

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Règlement de la Consultation (RC) ;
- L'Acte d'Engagement (AE) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE).

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite de remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront déposés 7 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents du marché, le délai de remise des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

## ARTICLE 5. MODALITÉS DE REMISE DES PLIS

Remise des plis sous format papier. La réponse du candidat sera transmise à l'adresse postale du maître d'ouvrage, soit par lettre recommandée avec accusé réception, soit remise en mains propre contre récépissé. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres. En cas d'oubli d'un document, un nouveau dépôt doit être effectué en joignant l'ensemble des pièces de l'offre.

Il est rappelé que le candidat peut, s'il le souhaite, faire parvenir une copie de son offre, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, sur support physique électronique (clé USB). La copie transmise à l'acheteur ou à l'autorité concédante sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention " copie électronique ". En cas de discordance entre l'offre transmise sur support électronique et l'offre transmise sur support papier, l'offre retenue sera la version papier.

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf) ;
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar) ;
- Applications bureautiques (.doc, .xls, .pwt, .pub) ;
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents seront signés individuellement par le candidat.

La date limite de remise des offres est fixée à la date et l'heure mentionnées en page de garde du présent document. Les plis déposés postérieurement seront considérés comme étant hors délai

## **ARTICLE 6. PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE**

### **6.1. Dossier de candidature**

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents mentionnés ci-dessous. Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Le candidat devra remettre les formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement de commande, chacun des membres du groupement fournira les formulaires DC1 et DC2 complétés.

Les capacités financières, techniques et professionnelles du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

N°	Capacité économique et financière du candidat
1	- Déclaration de chiffre d'affaires : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les 3 derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique ;
2	- Attestation d'assurance : Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

N°	Capacité technique et professionnelle du candidat	Niveau minimum
1	- Déclaration d'effectifs : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années ;	
2	- Certificats de qualifications professionnelles : Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.	Qualifications FNTP ou équivalentes : 2321 : Travaux de terrassements courants en milieu urbain 3421 : Enrobés classiques 3433 : Bétons décoratifs 346 : Pose de bordures, chainettes et caniveaux 347 : Ouvrages divers en maçonnerie
3	- Liste des moyens techniques : Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;	
4	- Références de travaux similaires : Une liste des travaux exécutés au cours des 5 dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.	

## 6.2. Groupements d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R2142-19 du Code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats. Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Conformément aux dispositions de l'article R2142-26 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas

autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

### 6.3. Sous-traitance

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- Les pièces permettant de justifier des capacités financières, techniques et professionnelles du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché ;
- Une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- Le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complétée et signé.

## ARTICLE 7. PRÉSENTATION DE L'OFFRE

### 7.1. Dossier d'offre

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents mentionnés ci-dessous. Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

N°	Description
1	L'acte d'engagement Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre.
2	Le relevé d'identité bancaire
3	Le BPU /DQE complété Le document doit être dûment rempli par la personne habilitée à engager la société. Les prix doivent toujours être exprimés en euro.
4	Le mémoire technique détaillant les éléments demandés à l'article 9 du présent document <b>Ce document ne devra pas excéder 10 pages recto verso (police arial, taille 11), les annexes n'étant pas comptabilisées mais ne devant pas dépasser 20 pages recto verso également</b>
5	Les déclarations de sous-traitances nécessaires le cas échéant
6	L'attestation de visite en annexe correctement complétée.

### 7.2. Variantes

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée. Aucune variante facultative n'est prévue.

Le maître d'ouvrage souhaite la présentation d'une variante obligatoire portant sur le choix des matériaux. Les candidats devront faire une offre portant sur la réalisation d'un sol en enrobé drainant de couleur claire à la place du béton pour les allées du cimetière.

Le candidat qui présente une variante doit également remettre une offre entièrement conforme à la solution de base.



### 7.3. Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

Pas de PSE prévues.

### 7.4. Délai de validité

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 120 jours calendaires, à compter de la date limite de remise des offres.

L'autorité délibérante doit attribuer l'offre avant la fin du délai de validité. L'offre peut toutefois être signée et notifiée au-delà de ce délai avec l'accord de l'entreprise. »

## ARTICLE 8. CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE

Le maître d'ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution du marché.

N°	Description	Pondération
1	Prix	60
	<i>Ce critère sera jugé selon la formule de notation suivante : Note de l'offre = (montant de l'offre € HT moins-disante/montant de l'offre € HT à noter) x nombre de point de la pondération</i>	
2	Valeur technique	30
	<i>Ce critère sera jugé suivant les sous-critères suivants :</i>	
2.1	Moyens humains et matériels 2pt – Détail des fournitures pour les matériaux avec fournisseurs sous forme de fiches d'agrément 6pts	8
2.2	Mode opératoire pour la réalisation travaux avec plan de phasage	7
2.3	Planning d'exécution	15
3	Respect de l'environnement	10
	<i>Ce critère sera jugé suivant le sous-critère suivant :</i>	
3.1	Gestion des nuisances	5
3.2	Gestion des déchets	5
Pondération totale des critères d'attribution :		100

### Précisions sur l'analyse des offres :

#### Offres irrégulières :

Sera déclarée irrégulière une offre qui, tout en apportant une réponse au besoin de l'acheteur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation.

Conformément à l'article R2152-2 du Code de la commande publique, l'acheteur pourra autoriser les soumissionnaires à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, et, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La régularisation d'une offre est possible après réponse des candidats, suite à une demande de précisions de l'acheteur sur des éléments non substantiels de leurs offres. La régularisation des offres irrégulières ne peut en effet avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles.

#### Offres inappropriées :

L'acheteur écartera les offres inappropriées.

#### Offres anormalement basses :

Une offre pourra être considérée comme "anormalement basse", si le prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché.

La détection d'une OAB est réalisée suivant la méthode suivante :

- Calcul de la moyenne des offres acceptables sans tenir compte de l'offre la moins élevée et la plus élevée ;
- Elimination des offres d'un montant supérieur à 20% au-dessus de la moyenne calculée ;
- Calcul de la moyenne des offres non éliminées ;
- Les offres dont le montant est inférieur à 15% de la moyenne calculée sont identifiées comme anormalement basses.

Si une offre lui paraît anormalement basse, l'acheteur demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L2152-5 à L2152-6 et R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R2152-4 ou R2152-5 du Code de la commande publique, son offre est rejetée.

### **ARTICLE 9. ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

Au terme de la procédure, le maître d'ouvrage demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société ;
- Les documents justificatifs visés aux articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R2143-13 et R2143-15 du même code.

Lors de la conclusion du marché et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire du marché de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

### **ARTICLE 10. LITIGES ET DIFFERENDS**

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Lyon

Tél. : 04 87 63 50 00

Email : [greffe.ta-lyon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lyon@juradm.fr)

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les mêmes.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible via le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).